

8 Société et Culture

Réforme de la Fonction publique/Renforcement de capacités des responsables de Ressources humaines de l'Etat

Les points focaux à l'école des outils d'évaluation

Anita J. TSOUMBA
Libreville/Gabon

Évaluer, mais aussi être soi-même évalué. C'est le sens de la formation des gestionnaires des agents publics ouvert-hier à Libreville, par le ministre de la Fonction publique, Jean-Marie Ogandaga, dans l'optique d'une administration publique moderne et performante.

DANS le cadre de la mise en place des réformes en cours dans la Fonction publique gabonaise, le ministère de la Fonction publique, de la Modernisation du service public, chargé de la Réforme de l'État, en collaboration avec la Banque mondiale, vient d'initier une formation des gestionnaires des agents publics de l'État et autres points focaux dans le cadre du projet de Gestion des ressources humaines de l'État (GRHE). But: outiller les participants sur les instruments d'évaluation de la performance des fonctionnaires.



Photo : AJT

Le ministre Jean-Marie Ogandaga (g) échangeant avec Sandra Laquelle et Cathérine Laurent de l'UE, expertes en question d'évaluation (d) dans le projet GRHE.



Photo : AJT

Les experts en concertation.

Le ministre en charge de la Réforme de l'État, Jean-Marie Ogandaga, qui a ouvert, hier, lesdits travaux, a ainsi invité l'ensemble de ces acteurs à garder l'esprit ouvert par rapport à l'apprentissage qui leur sera donné, trois jours durant, par les experts de l'Union européenne. « En lançant cet atelier, qui va matérialiser et finir par sceller la notion d'évaluation dans notre administration, je vous invite en toute modestie, à vous dire que nous ne connaissons rien à l'évaluation. Nous en avons entendu parler,



Photo : AJT

Les participants à la formation organisée avec l'appui de la Banque mondiale.

mais personne n'a jamais évalué personne, et personne n'a jamais vu comment on évalue quelqu'un.

J'en appelle donc à notre sens élevé de la compréhension et du devoir pour que ce travail ne soit pas un atelier de plus, mais plutôt un travail qui viendra nous apporter un plus», a instruit M. Ogandaga. Le membre du gouvernement a ajouté que c'est à travers les responsables de chaque administration publique que le travail d'évaluation va se faire. Il ne s'agit donc pas pour l'agent public de s'auto-évaluer. D'où l'intérêt pour chaque participant

de mettre de côté les considérations personnelles. « Autant vous allez évaluer les autres, autant vous serez évalués. Vous devez donc apprendre à le faire pour arriver à mettre de côté les considérations personnelles à la tête du client et le favoritisme. On ne bâtit pas la performance d'une structure avec la complaisance. Ce que nous faisons ici, c'est pour bâtir notre Fonction publique. Nous devons donc tous nous y mettre pour changer l'image de notre administration, qui est vue tel un boulet et non productive. Je compte donc sur vous car, je reste convaincu que nous sommes tous nés après la honte et nous voulons changer», a conclu le ministre, reconnaissant que le chantier de la réforme n'est pas sans entraves. Pour les responsables prenant part à cet apprentissage, celui-ci est le bienvenu, d'autant qu'il va servir à définir les critères et la méthode d'évaluation pour le développement du pays.

Vie des associations/Mouvement d'actions pour le développement économique et social (MADES)

Aider les Gabonais à se prendre en charge



Photo : Justel Ndemezo

Le bureau directeur du MADES avec, au centre, le président Jean Martin Obame Ondo.

JNE
Libreville/Gabon

LE Mouvement d'actions pour le développement économique et social (MADES) s'attelle inlassablement à la réalisation des objectifs qu'il s'est assignés à sa création : contribuer à l'amélioration des conditions de vie et d'existence des populations vivant aussi bien en milieu urbain que rural. C'est dans ce cadre que ses dirigeants ont initié une série de causeries à Libreville, pour expliquer aux populations, avec art et pédagogie, ce qu'ils font et toucher du doigt les réalités locales, afin d'être plus efficaces. Le quartier Avéa, dans le

deuxième arrondissement, en a constitué la première étape, du 3 février au 3 mars 2018. Créé en 2007, le Mouvement d'actions pour le développement économique et social a été légalisé en 2011. Excédé par le taux élevé de la pauvreté dans notre pays, il a décidé d'encourager, d'accompagner et de financer des projets dans les domaines pouvant permettre de lutter contre ce fléau. Le MADES, selon son président Jean Martin Obame Ondo, ne donne pas l'argent aux gens. Il aide plutôt ceux qui ont des projets viables à les concrétiser. Une fois bien installé, le jeune entrepreneur commence à rembourser le crédit qui lui a été accordé



Photo : Justel Ndemezo

Le public lors de la causerie.

par le MADES, afin que cet argent profite à un autre porteur de projet dans le besoin. C'est dans cet esprit qu'il a, à chaque causerie, invité son auditoire à élaborer des projets susceptibles d'être financés par sa structure. Dressant le bilan de cette première partie des causeries qui vont s'étendre, bientôt, aux autres quartiers de Libreville, M. Obame Ondo s'est dit satisfait de l'engouement des Gabonais pour entreprendre. « Les Gabonais sont intéressés par ce que nous faisons. Aujourd'hui, le Gabonais, à mon humble avis, veut changer de mentalité en se prenant en charge lui-même à travers le développement des actions communautaires et la créa-

tion des petites unités de production (...) Le Gabonais veut maintenant entreprendre et nous ne ménagerons aucun effort pour l'aider à atteindre cet objectif », a-t-il insisté. Et d'ajouter : « Le MADES a pour credo la lutte contre la pauvreté en milieu urbain et rural. Il va donc accompagner, appuyer les personnes intéressées, dans la mise en place des activités visant à réduire la pauvreté. » Pour joindre l'acte à la parole, dix jeunes, sélectionnés lors des différentes causeries du MADES, doivent suivre une formation en entrepreneuriat dès ce mercredi 7 mars dans un cabinet-conseil. « Nous avons remarqué, lors de nos échanges avec les populations, que beaucoup de Ga-

bonais ne possèdent pas des rudiments en entrepreneuriat. C'est pour cela que nous avons jugé utile d'organiser à leur intention, des formations dans ce domaine. Et pour y arriver, nous avons signé un partenariat gagnant-gagnant avec un cabinet pour for-

mer les compatriotes dans le besoin. On s'appuie sur le même cabinet pour aider les jeunes porteurs de projets à réaliser des études de faisabilité et autres, de sorte que ces derniers s'installent convenablement et réussissent dans les affaires », a expliqué M. Obame Ondo.

